

# Communiqué de presse du Bureau fédéral du Plan

Bruxelles, 26/05/05

## Le Bureau fédéral du Plan présente ses perspectives économiques 2005-2010

La forte croissance mondiale en 2004 s'est manifestée dans les principales économies du globe: sur l'ensemble de l'année, les taux de croissance enregistrés ont largement dépassé ceux de 2003, notamment dans la zone euro et aux Etats-Unis. La performance de l'économie mondiale attendue pour 2005 devrait être nettement moindre, surtout dans la zone euro. Pour la période 2006-2010, le scénario retenu postule le retour de l'activité économique dans les différentes zones à un niveau proche du potentiel. La croissance américaine se stabiliserait autour de 3 % par an; la croissance de la zone euro, profitant d'une stabilisation du taux de change et d'une certaine détente des prix pétroliers dans le courant de l'année 2005, connaîtrait un certain rebond qui culminerait en 2007 (2,4 %) avant de revenir à 2 % en fin de période de projection.

### La croissance belge en recul

Même dans un scénario où la présente pause conjoncturelle serait de courte durée, la croissance de l'économie belge serait également en net recul en 2005 (1,7 %). Elle remonterait en 2006 à 2,6 %. Les toutes dernières informations disponibles indiquent que l'ampleur et la durée du retournement conjoncturel en cours sont difficiles à cerner avec précision: les incertitudes vont en sens divers mais les risques à la baisse semblent prédominants. La croissance de l'économie belge épouserait le cycle de la zone euro, tout en confirmant sa tendance récente à afficher une performance supérieure. Celle-ci est attribuable non seulement à l'impact sur la compétitivité de la politique de modération des coûts salariaux mais également à des impulsions budgétaires fortes. Deux éléments y concourent particulièrement: la poussée des investissements publics liée à la perspective des élections communales d'octobre 2006 et le nouveau recul des prélèvements obligatoires, en particulier sur le revenu des ménages, du fait notamment de l'arrivée à maturité de la réforme de l'impôt des personnes physiques de 2001. La progression de l'emploi et le recul des prélèvements obligatoires sur le revenu des ménages soutiennent la croissance du revenu disponible réel des particuliers.

A partir de 2005, les investissements des entreprises deviendraient plus dynamiques. La modération salariale et le relèvement, en 2006, des termes de l'échange se traduisent par une progression de la rentabilité et une augmentation de la capacité de financement des entreprises. En outre, du fait de la faiblesse des investissements en 2002-2003, les surcapacités se sont progressivement résorbées.

Dès 2007, la croissance de l'économie belge se tasserait, essentiellement du fait du coup d'arrêt aux impulsions budgétaires. Elle fluctuerait autour de son taux de croissance potentiel d'environ 2,0 %.

### Gains de productivité faibles à moyen terme

Si les gains de productivité horaire du travail avaient, sous l'effet de la reprise, enregistré une nette accélération en 2004, atteignant 1,8 % dans l'ensemble des secteurs marchands, ils retomberaient à 1,1 % en 2005 en raison de la pause conjoncturelle. Pour la période 2006-2010, ils fluctueraient autour de 1,5 %, confirmant la faiblesse tendancielle des gains de productivité enregistrée depuis la fin des années nonante. Cette évolution s'expliquerait notamment par la tertiarisation de l'économie et la faible progression des coûts salariaux.



Avenue des Arts 47-49  
1000 Bruxelles  
Tel: +32 2 507.73.11  
Fax: +32 2 507.73.73  
E-mail: [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)  
<http://www.plan.be>

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public. Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales.

### Coûts salariaux maîtrisés

Cette modération salariale a pour origine, d'une part, les politiques de promotion d'emplois de basse productivité et, d'autre part, la négociation de hausses de salaires contraintes par la modération très forte des salaires en Allemagne et, en général, dans la zone euro.

Sur l'ensemble de la période, la hausse du coût salarial horaire réel dans le secteur marchand n'atteindrait en moyenne que 1,2 % par an et serait donc inférieure à la croissance de la productivité. L'inflation, après avoir atteint 2,1 % en 2005, serait ainsi stabilisée autour de 1,8 % par an en moyenne sur la période 2006-2010.

### Perte accélérée d'emplois dans l'industrie, forte création d'emploi dans les services

L'emploi intérieur total progresserait de 0,9 % par an en moyenne (soit 37 000 emplois), ce qui correspond à une création nette de 221 000 emplois sur six ans (dont 19 000 dans le secteur des administrations publiques). Compte tenu d'un accroissement simultané de la population d'âge actif de 141 000 unités - concentré il est vrai dans la classe d'âge 50-64 ans - la hausse du taux d'emploi serait de l'ordre de 2 points de pourcentage (de 61,8 % en 2004 à 63,7 % en 2010).

L'industrie manufacturière perdrait encore 60 000 emplois sur la période 2005-2010, alors que la création d'emploi dans les services marchands atteindrait 274 000 unités, en ce compris l'impact des mesures d'activation et de l'extension du "Maribel social" et des titres services, ainsi que l'effet des mesures récentes favorables à l'emploi dans le secteur des soins de santé. L'emploi dans le système des titres services (22 000 unités en 2010) serait essentiellement constitué de travailleurs domestiques transférés du secteur informel vers les services marchands.

### Baisse très lente du nombre de chômeurs

La progression soutenue de l'emploi est cependant insuffisante pour se traduire par une baisse sensible du nombre de chômeurs, qui reculerait d'un peu plus de 8 000 unités par an en moyenne. L'accroissement de la population active reste en effet important pendant la période de projection (+172 000 unités), même si le taux annuel d'accroissement se réduit de moitié à l'horizon 2010, suite à la quasi-stabilisation de la population d'âge actif en fin de période de projection. La baisse du taux de chômage serait dès lors perceptible, quoique limitée (de 14,4 % en 2004 à 12,9 % en 2010).

### Emissions de gaz à effet de serre en recul

La diminution de l'intensité énergétique du PIB se renforce principalement du fait des prix énergétiques élevés et des restructurations industrielles: elle atteindrait 1,4 % par an en moyenne pendant la période de projection. De plus, l'augmentation de la part du gaz et de l'électricité dans la consommation finale énergétique et diverses autres mesures entraînent une baisse très sensible de l'intensité en carbone d'origine énergétique de la croissance. Les émissions totales de gaz à effet de serre) diminueraient en moyenne de 0,2 % par an - en termes d'équivalents CO<sub>2</sub> - pendant la période de projection.

Une telle perspective permet à la Belgique d'approcher le niveau d'émission de gaz à effet de serre correspondant à ses engagements internationaux, toutefois sans l'atteindre: en 2010, les émissions dépasseraient encore le plafond fixé de 8,4 % (soit 11,2 millions de tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub>). Ce dépassement pourrait cependant être réduit grâce à la mise en oeuvre de mesures prévues mais pas encore exécutées. Les autorités fédérales et régionales pourraient être amenées à acquiescer des quotas d'émission sur les marchés internationaux, afin de couvrir l'excédent éventuel d'émissions.

### L'équilibre budgétaire réalisé est précaire

L'équilibre budgétaire atteint en 2004 pour l'ensemble des administrations publiques est d'évidence précaire: d'une part, plusieurs mesures qui ont contribué à cet équilibre à concurrence de 0,7 % du PIB ont un caractère non récurrent (opération DLU, baisse exceptionnelle des dotations et subventions à la SNCB, vente de bâtiments); d'autre part, des impulsions budgétaires sont prévues pour 2005 et surtout pour 2006, dont la plupart ont un caractère récurrent.

### **Sans mesures nouvelles, réapparition d'un déficit budgétaire**

Dès lors, compte tenu des informations disponibles au 30 avril 2005, les administrations publiques dans leur ensemble enregistreraient un déficit de 0,5 % du PIB en 2005 et de 1,5 % du PIB en 2006, en raison du recul important du surplus primaire (de 4,9 % du PIB en 2004 à 2,9 % en 2006). Ce recul serait principalement dû, en 2005 au repli de la croissance économique et à la hausse des investissements des pouvoirs locaux; l'extinction des effets des mesures non récurrentes qui avaient bonifié le résultat de 2004 y contribue également mais est en grande partie compensée par de nouvelles mesures non récurrentes prises dans le cadre du budget 2005. En 2006, le recul du surplus primaire serait surtout attribuable à des impulsions structurelles, à savoir la baisse des prélèvements obligatoires - avec l'arrivée à maturité de la réforme de l'impôt des personnes physiques - et une croissance importante des dépenses de soins de santé. Les investissements des pouvoirs locaux progresseraient encore de façon importante.

Enfin, tant en 2005 qu'en 2006, la hausse très faible des salaires entame la dynamique des recettes de prélèvements obligatoires. De plus, les politiques touchant à l'emploi ont un coût budgétaire non négligeable: les subventions liées à ces politiques croissent de façon sensible.

En 2005 et surtout en 2006, pour l'ensemble des administrations publiques, la croissance des recettes serait ainsi inférieure à la croissance économique, et celle des dépenses primaires supérieure. Sur l'ensemble des deux années, en pourcentage du PIB, les recettes reculeraient de 1,2 %, et les dépenses primaires progresseraient de 0,8 %.

A partir de 2007, les recettes se stabilisent et les dépenses tendent à se réduire légèrement (en pourcentage du PIB), tant en ce qui concerne les dépenses primaires que les charges d'intérêt, dont la baisse est freinée par la remontée graduelle des taux d'intérêt. Le déficit enregistrerait ainsi une lente décroissance, ce qui le ramènerait à 0,7 % du PIB en 2010.

### **La baisse de l'endettement public se poursuit**

Les déficits qui apparaissent en projection ne sont pas d'une ampleur telle que le processus de désendettement graduel soit remis en cause: la dette publique en pourcentage du PIB continuerait à décroître, mais à un rythme ralenti (-13,7 % du PIB sur la période 2005-2010, en tenant compte de la reprise de la dette de la SNCB en 2005) pour atteindre 83 % du PIB en 2010.

### **Un policy mix favorable dans un contexte international difficile**

La diminution du surplus primaire structurel (hors effet du cycle et hors mesures ponctuelles), qui atteint 0,4 % du PIB en 2005 et 0,9 % en 2006 (0,5 % en 2004) pour les administrations publiques dans leur ensemble, contribue, conjointement à la persistance de taux d'intérêt faibles, à configurer un policy-mix favorable à la croissance et l'emploi dans une phase de ralentissement de la conjoncture internationale et qui est difficile pour la compétitivité des entreprises. Cette politique budgétaire, combinée à la politique de maîtrise des coûts salariaux, permet en particulier de soutenir la consommation des ménages tout en préservant la compétitivité dans un contexte de forte concurrence internationale. Néanmoins, le déficit public projeté pour 2005 resterait nettement inférieur à celui qui serait atteint dans la zone euro (2,6 % en moyenne en 2005).

Un tel policy-mix est rendu possible par un environnement économique dans la zone euro qui, malgré les niveaux records atteints par les prix de l'énergie, est peu inflationniste du fait notamment des politiques de compression des coûts salariaux menées dans plusieurs Etats-membres, en particulier l'Allemagne.

Plus d'informations : Francis Bossier (02/507.74.43, [fb@plan.be](mailto:fb@plan.be)) et Delphine Bassilière (02/507.74.58, [db@plan.be](mailto:db@plan.be)).

La publication "Perspectives économiques 2005-2010" peut être consultée et téléchargée à partir du site [www.plan.be](http://www.plan.be)